



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 24/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELISLE SAS

Route de Provins
Le Petit Taillis - BP 25
77320 La Ferté-Gaucher

Références : D2i 2025-1268
Code AIOT : 0003012650

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement DELISLE SAS implanté Rue de l'hermitage ZI Le Carreau 51230 Connantre. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été axée sur l'activité de la station de lavage de citerne exploitée sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELISLE SAS
- Rue de l'hermitage ZI Le Carreau 51230 Connantre

- Code AIOT : 0003012650
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2017-E-82-IC du 08 août 2017, sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 "entrepôt" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les autres rubriques présentent sur le site concernant notamment une station de lavage de citernes actuellement soumise au régime de la déclaration ainsi que d'une station service propres à la flotte de la société.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 3.5	Sans objet
2	Accessibilité, sens de circulation	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.5	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.7	Sans objet
4	Rétentions	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.9	Sans objet
5	Stockage et incompatibilités des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.10	Sans objet
6	Connaissance et étiquetage des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 3.3	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas de remarque particulière à formuler suite à cette inspection. Une piste d'amélioration a toutefois été abordée concernant la teneur des éléments d'informations présents dans l'état des stocks synthétique du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 3.5
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus ou utilisés, auquel est annexé un plan général des stockages correspondants. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours, de l'organisme en charge du contrôle périodique et est consigné dans le dossier "installations classées", prévu au point 1.5.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée au plus juste des besoins de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est présenté sous sa forme synthétique. Il date de moins d'une semaine.</p> <p>La présence dans l'installation de lavage de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux produits et additifs nécessaires à l'activité.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble des substances doivent apparaître dans l'état des stocks synthétique, même si elles sont présentes dans des quantités inférieures au seuil de classement de celles-ci dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ainsi, une piste d'amélioration a été abordée concernant la teneur des éléments d'informations présents dans l'état des stocks synthétique du site.</p> <p>Ce point pourra faire l'objet d'un nouveau contrôle lors d'une prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Accessibilité, sens de circulation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité, sens de circulation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est disposée de manière à élaborer un sens unique de circulation sur le site lorsque le bâtiment de lavage est traversant. Ce sens de circulation est visiblement affiché pour les conducteurs.</p> <p>Si ce n'est pas le cas, l'installation dispose d'un plan de circulation du site et d'un marquage au sol. Le plan de circulation est affiché à l'entrée du site.</p> <p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Notamment, une des façades de chaque bâtiment est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>L'installation est desservie, sur au moins une face, par une voie engins, ou par une voie échelles si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 m par rapport à cette voie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un sens unique de circulation sur le site. En particulier, les pistes de lavage de la station sont traversantes.</p> <p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours en cas de besoin.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme en charge du contrôle périodique les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément au décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 et du décret n° 2010-1017 du 30 août 2010 susvisés, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits et déchets présents dans la partie de l'installation en cause.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé du 3 au 4 avril 2025. Son rapport, daté du 4 avril 2025 a été présenté puis transmis à l'Inspection. Sur les 13 observations dont il fait état, 1 concerne les pistes de lavage (dysfonctionnement de l'éclairage de sécurité) et 2 concernent la chaufferie de la station de lavage. L'exploitant a immédiatement mis en œuvre les mesures correctives nécessaires. La totalité de ces observations étaient nouvelles par rapport au contrôle de l'ensemble des installations du site effectué l'année précédente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de réception, d'entreposage et, plus largement, de lavage des contenants (citernes, fûts, grands récipients pour vrac, bennes), est étanche, A1 (incombustible), résiste aux chocs et est conçu de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.
Constats : L'inspection a permis de constater visuellement l'étanchéité des sols. Aucune fissure n'a été relevée au droit de la station de lavage. La structure des installations empêche la diffusion des égouttures et des eaux de lavage ainsi que les eaux d'extinction d'incendie et les matières ou déchets qui seraient accidentellement répandus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage et incompatibilités des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et incompatibilités des produits dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits, de produits d'égouttures éventuels et de déchets liquides dangereux, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (à l'exception des eaux de lavage et des effluents phytosanitaires dont le stockage est réglementé par l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>L'étanchéité des réservoirs est contrôlable à tout moment et fait l'objet d'un examen visuel tous les six mois.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de déchets ou produits liquides inflammables ou liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits et déchets incompatibles, ou susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les contenants des produits dangereux et additifs nécessaires au lavage des citernes sont positionnés sur des bacs de rétention adaptés et suffisamment dimensionnés.</p> <p>Aucune fuite de contenant n'a été constatée lors de la visite.</p> <p>Il n'a pas été constaté de produits incompatible associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Ces points de contrôle font office de 3 audits internes annuels par l'équipe QHSE du groupe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Connaissance et étiquetage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance et étiquetage des produits dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant conserve les documents lui permettant de connaître la nature, les dangers et les risques que présentent les produits utilisés pour le lavage des contenants et le traitement, en particulier les fiches de données de sécurité prévues le code du travail.</p> <p>Ces documents sont conservés pendant une durée minimale de cinq ans et sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme en charge du contrôle périodique.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages des produits sont étiquetés, conformément à la</p>

<p>réglementation en vigueur ; ils portent, en caractères lisibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les noms des produits qu'ils contiennent ; - les symboles de danger, conformément à la réglementation en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>Les contenants des produits dangereux et additifs nécessaires au lavage des citernes sont étiquetés.</p> <p>Leurs noms étaient lisibles le jour de la visite, ainsi que les symboles de danger associés.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été ciblé par sondages quelques-uns de ces produits. L'exploitant a été en capacité de présenter immédiatement la fiche de sécurité de chacun d'eux. Aucune incohérence n'a été relevée avec les étiquettes correspondantes ni avec les modes de stockage.</p> <p>Ces points de contrôle font office de 3 audits internes annuels par l'équipe QHSE du groupe.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par l'installation, en particulier les boues issues du traitement des effluents et les produits d'égouttures éventuels, sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (notamment : prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs).</p> <p>Les déchets sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet, au titre du code de l'environnement et dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des déchets dangereux, dont le contenu est fixé par l'arrêté du 7 juillet 2005 susvisé.</p> <p>Ce registre est consigné dans le dossier installations classées , prévu au point 1.4.</p> <p>L'exploitant organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires. L'exploitant émet un bordereau de suivi des déchets dangereux, ou contenant de l'amiante, conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié susvisé, dès qu'il remet ces déchets à un tiers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets a été présenté à l'Inspection. En particulier, le bordereau de suivi des déchets (BSD) analysé par sondage date du 27 novembre 2025. Il concerne l'évacuation de déchets sous la rubrique 16.07.99 : " déchets provenant du nettoyage des cuves et fûts de stockage et de transport alimentaire", pour un volume de 30 tonnes.</p> <p>Il est complet et permet la traçabilité de ce déchet jusqu'au destinataire final.</p>

Type de suites proposées : Sans suite